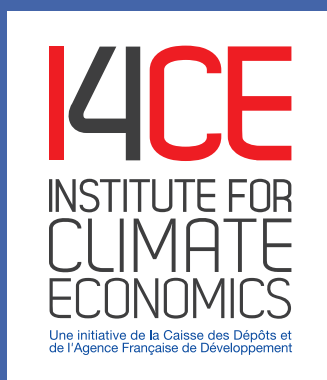


Septembre 2026

ACCESSIBILITÉ



Comment expliquer la hausse de prix des rénovations énergétiques au cours des dernières années ?

Autrices : **Sirine Ousaci, Charlotte Vailles, Coline Aimonetti**

Soutenu par



L'Institut de l'économie pour le climat (I4CE) est un think tank indépendant à but non lucratif, qui met l'analyse économique au service de l'action climatique.



Nous œuvrons à traduire les objectifs climatiques en politiques publiques et en choix économiques concrets : définir des priorités, orienter les investissements et concevoir des stratégies pour réduire les dépendances aux énergies fossiles et s'adapter au changement climatique.

Nos travaux visent à identifier les leviers de la transition, éclairer le débat public sur les besoins d'investissement et guider des décisions à la hauteur des enjeux climatiques.

Ils s'appuient sur un dialogue constant avec celles et ceux qui conçoivent, financent et mettent en œuvre l'action climatique – des collectivités locales à l'État, de l'échelle européenne aux cadres internationaux ainsi qu'avec les entreprises.

Fondée sur la rigueur scientifique, l'indépendance et la transparence, notre expertise contribue à renforcer l'efficacité, l'efficience et l'équité des politiques climatiques.

I4CE est une association d'intérêt général, créée en 2015 par la Caisse des Dépôts et l'Agence française de développement.

I4CE bénéficie du soutien de divers financeurs publics et privés, qui appuient des projets spécifiques, certaines thématiques de travail, ou contribuent au financement en fonds propres.

Nos financements sur projet proviennent de subventions publiques françaises, européennes ou internationales pour la recherche, ainsi que de fondations philanthropiques. Des entreprises privées contribuent par un financement non fléché, et la Caisse des Dépôts et Consignations est le principal contributeur au financement en fonds propres.

I4CE dispose d'une pleine liberté de programmation et de ligne éditoriale. L'Institut est seul responsable de ses publications, les opinions exprimées n'engagent que la responsabilité des auteurs. Pour plus d'informations sur nos financements et notre charte éthique, visitez notre site : i4ce.org.

Ce travail a été préparé avec le soutien financier de la Fondation Européenne pour le Climat, de la Fondation de France et de l'Ademe. Les informations et opinions exposées dans ce rapport n'engagent que ses autrices.

> Nous remercions **Patrick Jolivet** et **Sarah Marquet** (ADEME), **Vincent Pavard** (Anah), **Sylvie Montout** (CAPEB), **Mélissa Cetinski** et **Zineb Slimani** (CERC Grand Est), **Thomas Mainguy Sourdin**, **Chakir Rachiq** et **Valentina Salazar** (Direction Générale des Entreprises), **Clément Fugier** et **Fabien Vigier** (Dorémi), **Hadrien Hainaut**, **Louise Kessler** et **Maxime Ledez** (I4CE), **Paul Dutronc-Postel** (Institut des Politiques Publiques), **Charles Arquin** et **Julien Parc** (Pouget Consultants) pour nos échanges, les données qu'ils nous ont fournies pour notre analyse et leur relecture.

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Les conflits qui ont débuté au Moyen-Orient en mars 2026 ont fait flamber le prix des énergies fossiles et les factures énergétiques des ménages. Dans ce contexte, les investissements permettant d'affranchir les ménages de leur dépendance aux énergies fossiles, notamment la rénovation énergétique des logements, incluant l'isolation thermique et le remplacement du mode de chauffage, représentent un enjeu d'autant plus prioritaire pour les politiques publiques.

Pour que les ménages puissent investir dans la rénovation de leur logement, encore faut-il qu'ils en aient la capacité financière. Chaque année, dans notre Observatoire des conditions d'accès à la transition écologique, nous évaluons dans quelle mesure les ménages sont en capacité de financer une rénovation énergétique d'ampleur de leur logement ou le remplacement du système de chauffage. Une analyse rétrospective incluse dans la dernière édition a mis en lumière une forte hausse du prix des travaux, l'isolation et l'installation d'une pompe à chaleur, sur la période 2019-2024, estimée à partir d'indicateurs agrégés. **Nous avons voulu mieux comprendre cette hausse majeure : d'une part, évaluer l'augmentation de prix spécifiquement pour les rénovations énergétiques, d'autre part, identifier les différents facteurs explicatifs de ces augmentations.**

Nous nous sommes heurtées à un manque de données publiques disponibles sur l'évolution des prix des travaux de rénovation énergétique. En particulier, les données publiques de l'Anah sur les prix moyens des travaux subventionnés ne sont disponibles que depuis 2022. Nous avons donc utilisé des données provenant de Dorémi – entreprise spécialisée dans les projets de rénovation globale et performante – et d'un Observatoire des coûts de la rénovation développé par la région Grand Est, basées seulement sur quelques centaines de chantiers par an. Afin de mieux comprendre ce que les enveloppes conséquentes d'aides publiques subventionnent, **il nous semble essentiel que l'administration mette à disposition des données plus précises sur les prix des rénovations aidées, par exemple à travers un baromètre national qui pourrait être porté par l'Observatoire national de la rénovation énergétique (ONRE) grâce à un renforcement de ses moyens.** Il serait en particulier utile que ces données précisent la répartition des prix entre la main d'œuvre, les matériaux et les équipements.

Le présent travail nous a toutefois permis d'aboutir à un premier ordre de grandeur de

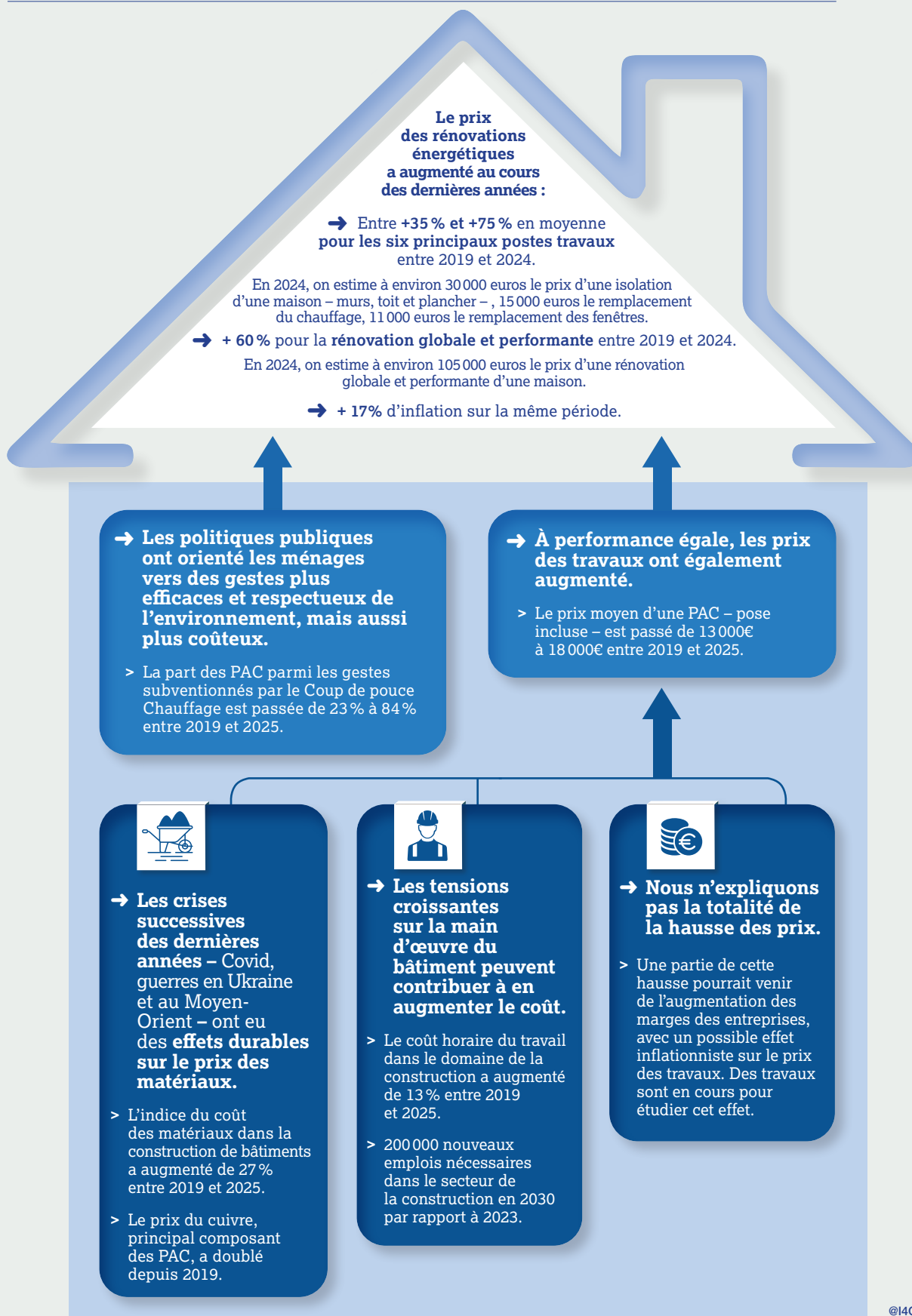
la hausse des prix des rénovations énergétiques : +60 % pour la rénovation globale et performante, et entre +35 % et +75 % pour chaque poste de travaux entre 2019 et 2024, alors que l'inflation s'est élevée à 17 % sur la période. Nous avons également identifié les principales causes de la hausse des prix, mais le manque de données ne nous a malheureusement pas permis **d'estimer le poids de ces différents facteurs dans l'augmentation totale.**

D'une part, **le prix moyen des rénovations a augmenté car les politiques publiques ont incité les ménages à réaliser des travaux plus performants et donc plus coûteux.** Par exemple les dispositifs d'aides ont orienté les ménages vers des pompes à chaleur plutôt que vers des chaudières à gaz très performantes, ou encore, jusqu'en 2025, vers des rénovations d'ampleur plutôt que des rénovations par gestes. Cette part de la hausse de prix est donc le signe d'une certaine efficacité des politiques publiques pour la rénovation des logements.

D'autre part, à performance égale, le prix des travaux a également augmenté. Cette hausse de prix s'explique par **l'augmentation du prix des matériaux** causée par les crises économiques et énergétiques des dernières années (Covid, conflits en Ukraine et au Moyen-Orient). Le **coût de la main d'œuvre** a également légèrement augmenté, dans un contexte de tensions croissantes sur l'offre d'artisans. L'augmentation totale du prix des travaux - 60 % pour la rénovation globale, et entre 35 % et 75 % pour les différents postes en 2019 et 2024 - ne peut pas s'expliquer entièrement par la hausse du coût des matériaux (d'environ 30 %) ou de la main d'œuvre (d'environ 13 %). **Cette part inexpliquée de la hausse pourrait être liée en partie à l'augmentation des marges des entreprises, avec un possible effet inflationniste des aides sur le prix des travaux.** Des travaux académiques sont en cours pour étudier cet effet.

Ces premiers résultats pourront servir de base à de futurs travaux sur la hausse de prix des rénovations énergétiques et sur les politiques publiques qui permettraient de la contenir. De précédents travaux publiés par l'4CE avaient notamment identifié la possibilité pour les collectivités locales de réaliser des achats groupés de pompes à chaleur à des prix avantageux en s'appuyant sur les espaces conseils FranceRénov'. D'autres dispositifs sont certainement à imaginer.

INFOGRAPHIE : COMMENT EXPLIQUER LA HAUSSE DE PRIX DES RÉNOVATIONS ÉNERGÉTIQUES AU COURS DES DERNIÈRES ANNÉES ?



SOMMAIRE

_ RÉSUMÉ EXÉCUTIF	<u>3</u>
_ INTRODUCTION	<u>7</u>
I. LE PRIX MOYEN DE LA RÉNOVATION GLOBALE ET PERFORMANTE A AUGMENTÉ DE PRÈS DE 60% ENTRE 2019 ET 2024	<u>8</u>
II. LES PRIX DE TOUS LES POSTES DE TRAVAUX ONT AUGMENTÉ, AVEC DES HAUSSES COMPRISES ENTRE 35 % ET 75 % ENTRE 2019 ET 2024	<u>9</u>
III. LES POLITIQUES PUBLIQUES ONT AMÉLIORÉ LA PERFORMANCE DES RÉNOVATIONS, AVEC UN EFFET À LA HAUSSE SUR LES PRIX	<u>11</u>
A. Les dispositifs d'aides et la réglementation ont privilégié l'installation de pompes à chaleur efficaces, plus coûteuses que les autres modes de chauffage individuel	<u>11</u>
B. Les dispositifs d'aides ont également incité les ménages à utiliser des techniques d'isolation plus performantes et des matériaux biosourcés	<u>12</u>
C. Jusqu'en 2025, les politiques publiques ont incité les ménages à s'orienter vers des rénovations d'ampleur	<u>12</u>
IV. À PERFORMANCE ÉGALE, LES PRIX DES TRAVAUX ONT ÉGALEMENT AUGMENTÉ, TIRÉS PAR L'AUGMENTATION DU PRIX DES MATÉRIAUX ET DE LA MAIN D'ŒUVRE	<u>13</u>
A. Les principaux gestes de la rénovation sont devenus plus coûteux, avec les hausses les plus importantes pour les gestes d'isolation	<u>13</u>
B. Les crises récentes – Covid, guerres en Ukraine et au Moyen-Orient – ont eu des effets durables sur le prix des matériaux de la rénovation	<u>15</u>
C. La main d'œuvre de la rénovation est sujette à des tensions qui risquent de s'accroître	<u>16</u>

V. DES TRAVAUX EN COURS VISENT À ÉTUDIER L'IMPACT DES AIDES SUR LE PRIX DES RÉNOVATIONS	<u>17</u>
_ CONCLUSION	<u>19</u>
_ BIBLIOGRAPHIE	<u>21</u>

INTRODUCTION

Les ménages ont-ils la capacité de s'engager dans la transition écologique ? Ont-ils accès aux solutions ? Pour répondre à ces questions, nous avons développé un Observatoire des conditions d'accès à la transition écologique. Chaque année, nous évaluons l'accessibilité pour les ménages des investissements en faveur de la transition écologique, pour le logement et pour la mobilité. En particulier, nous évaluons dans quelle mesure les ménages sont en capacité de financer la rénovation énergétique de leur logement. Pour cela, nous utilisons des indicateurs clés, comme le reste à charge- c'est-à-dire le montant des travaux une fois les aides déduites, la capacité de financement des ménages via un prêt ou leur épargne, ou encore l'évolution de leur budget pour le logement après rénovation.

Dans l'édition 2025 de l'Observatoire, nous avons évalué ces indicateurs de manière rétrospective : nous en avons conclu que **l'augmentation des aides a rendu les rénovations plus accessibles sur les dernières années, malgré la hausse du prix des travaux**. Pour estimer cette hausse, nous avons utilisé un indice de l'Insee agrégé sur le prix des travaux de rénovation (indice de prix de l'entretien-amélioration des bâtiments résidentiels). Cet indice a fortement augmenté sur les dernières années, avec une hausse de plus de 25 % depuis 2019. **Nous avons voulu mieux comprendre cette hausse majeure : d'une part évaluer la hausse des prix spécifiquement pour les rénovations énergétiques, et d'autre part identifier les différents facteurs qui ont causé ces augmentations.**

Nous nous sommes heurtées à un manque de données publiques disponibles sur l'évolution des prix des travaux de rénovation énergétique. En particulier, les données publiques de l'Anah sur les prix moyens des travaux subventionnés remontent seulement à 2022. Nous utilisons donc des données de prix moyens des différents gestes de rénovation fournis par l'Observatoire des coûts de la rénovation énergétique du Grand Est, ainsi que des données de l'entreprise Dorémi, spécialisée dans l'accompagnement de rénovations glo-

bales et performantes de maisons individuelles. Ces deux sources nous ont donné accès à des données pour la période 2019-2024, ce qui nous intéressait particulièrement au vu de l'augmentation massive du prix des travaux sur cette période. De plus, nous n'avons pas trouvé de décomposition solide des prix entre la part relative aux matériaux et équipements et la part liée à la main d'œuvre. Pour cette raison, si nous avons identifié les principales causes de la hausse des prix, **nous n'avons pas été en mesure d'estimer le poids de ces différents facteurs dans l'augmentation totale.**

Nous présentons dans cette étude **un ordre de grandeur de l'augmentation du prix des rénovations d'ampleur (partie I.)**, puis nous détaillons **les augmentations par poste de travaux (partie II.)**. Nous identifions ensuite **les principales causes** de ces augmentations : d'une part **les politiques publiques ont amélioré la performance des travaux avec un effet à la hausse sur les prix (partie III.)**, d'autre part, **à performance égale, le prix des travaux a également augmenté**, tiré par la hausse des prix des matériaux et de la main d'œuvre (*partie IV.*). **Les aides à la rénovation ont pu avoir un impact à la hausse sur le prix des travaux**, en étant absorbées en partie dans les marges des entreprises. Des travaux de recherche sont en cours pour quantifier cet effet (*partie V.*).

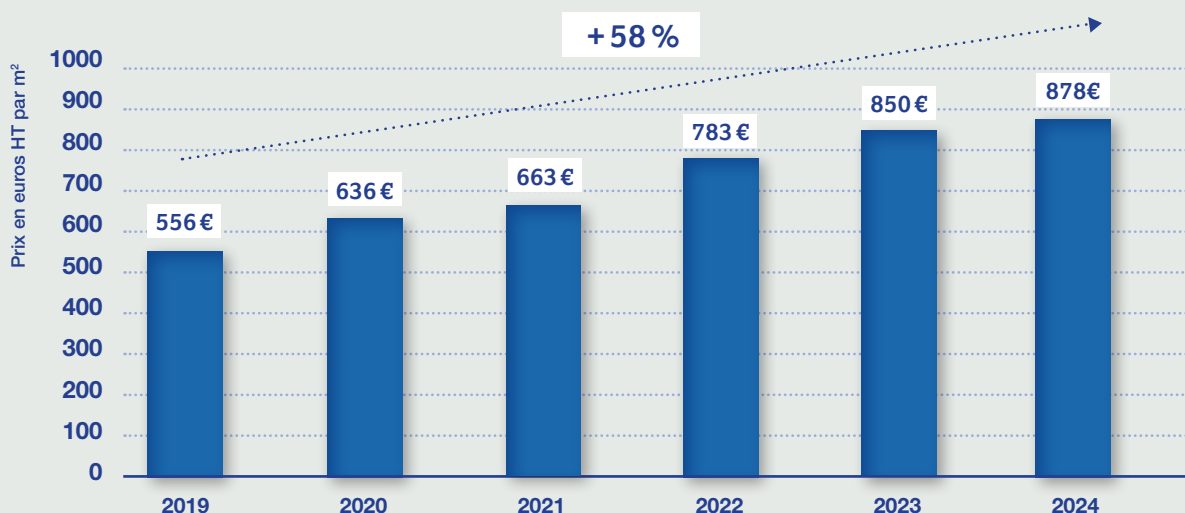
I. LE PRIX MOYEN DE LA RÉNOVATION GLOBALE ET PERFORMANTE A AUGMENTÉ DE PRÈS DE 60 % ENTRE 2019 ET 2024

Dans cette partie, nous estimons un premier ordre de grandeur de l'augmentation du prix des rénovations d'ampleur au cours des dernières années. Les rénovations d'ampleur sont définies par l'Agence nationale de l'habitat (Anah) comme des rénovations incluant deux gestes d'isolation et permettant de gagner au moins deux classes au diagnostic de performance énergétique (DPE). Les seules données disponibles permettant d'évaluer l'évolution du prix de ce type de rénovations nous ont été fournies par l'entreprise Dorémi, spécialisée dans les projets de rénovations globales et performantes, qui sont le type de rénovations d'ampleur le plus ambitieux. Les rénovations sont considérées comme globales et performantes lorsqu'elles couvrent l'entièreté du logement en permettant d'atteindre un niveau équivalent Bâtiment Basse Consommation (BBC)¹, et de conserver une qualité de l'air intérieure saine, un bâti non-pathogène et un confort d'été et d'hiver. Les maisons individuelles rénovées par Dorémi traitent généralement les six grands postes de travaux d'une rénovation performante définis dans [la loi Climat et résilience de 2021](#) :

l'isolation du plancher, l'isolation des murs, l'isolation de la toiture, l'isolation des menuiseries, le remplacement du mode de chauffage et de production d'eau chaude sanitaire et l'installation d'une ventilation. Afin d'analyser l'évolution du prix des rénovations globales et performantes, nous utilisons les données de prix moyens collectées sur 324 chantiers de rénovations énergétiques de maisons individuelles accompagnés par Dorémi entre 2019 et 2024. Les prix indiqués intègrent les prix des travaux annexes réalisés à l'occasion de la rénovation énergétique tels que la peinture, l'électricité ou la maçonnerie.

Le prix moyen d'une rénovation globale et performante a augmenté de 556 euros HT/m² à 878 euros HT/m² de surface habitable, soit une augmentation de 58 % entre 2019 et 2024 (Figure 1). À titre d'exemple, pour une maison de 120 m², le prix moyen d'une rénovation globale et performante est passé d'environ **67 000 euros HT en 2019 à 105 000 euros HT en 2024**. À noter qu'il s'agit là des prix pour des rénovations particulièrement performantes et donc coûteuses.

FIGURE 1 : PRIX MOYEN D'UNE RÉNOVATION GLOBALE ET PERFORMANTE AU M² ENTRE 2019 ET 2024 SUR LES CHANTIERS ACCOMPAGNÉS PAR DORÉMI



Source : Dorémi

Hypothèses : le prix indiqué est le prix moyen au m² de surface habitable d'une rénovation globale et performante d'une maison individuelle. Les prix incluent la commission prise par Dorémi sur les devis des artisans, d'un ordre de grandeur de 5 à 10 %.

@I4CE

1. Le label "Bâtiment basse consommation rénovation" (BBC rénovation) fixe des références de performances énergétiques permettant de caractériser une rénovation énergétique ambitieuse et cohérente avec les objectifs de lutte contre le changement climatique portés par le Grenelle de l'Environnement. Un bâtiment BBC doit entre autres atteindre un diagnostic de performance énergétique de A ou B.

II. LES PRIX DE TOUS LES POSTES DE TRAVAUX ONT AUGMENTÉ, AVEC DES HAUSSES COMPRISES ENTRE 35 % ET 75 % ENTRE 2019 ET 2024

Nous estimons dans un second temps l'évolution du prix des travaux pour chacun des six grands postes de travaux de rénovation énergétique décrits dans la partie 1 : l'isolation du plancher, l'isolation des murs, l'isolation de la toiture, l'isolation des menuiseries, le rem-

placement du mode de chauffage et de production d'eau chaude sanitaire et l'installation d'une ventilation. Au sein de ces postes de travaux, plusieurs gestes sont possibles en fonction des caractéristiques du logement (*Tableau 1*).

TABEAU 1 : DESCRIPTION DES SIX PRINCIPAUX POSTES DE LA RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE ET EXEMPLES DE GESTES ASSOCIÉS

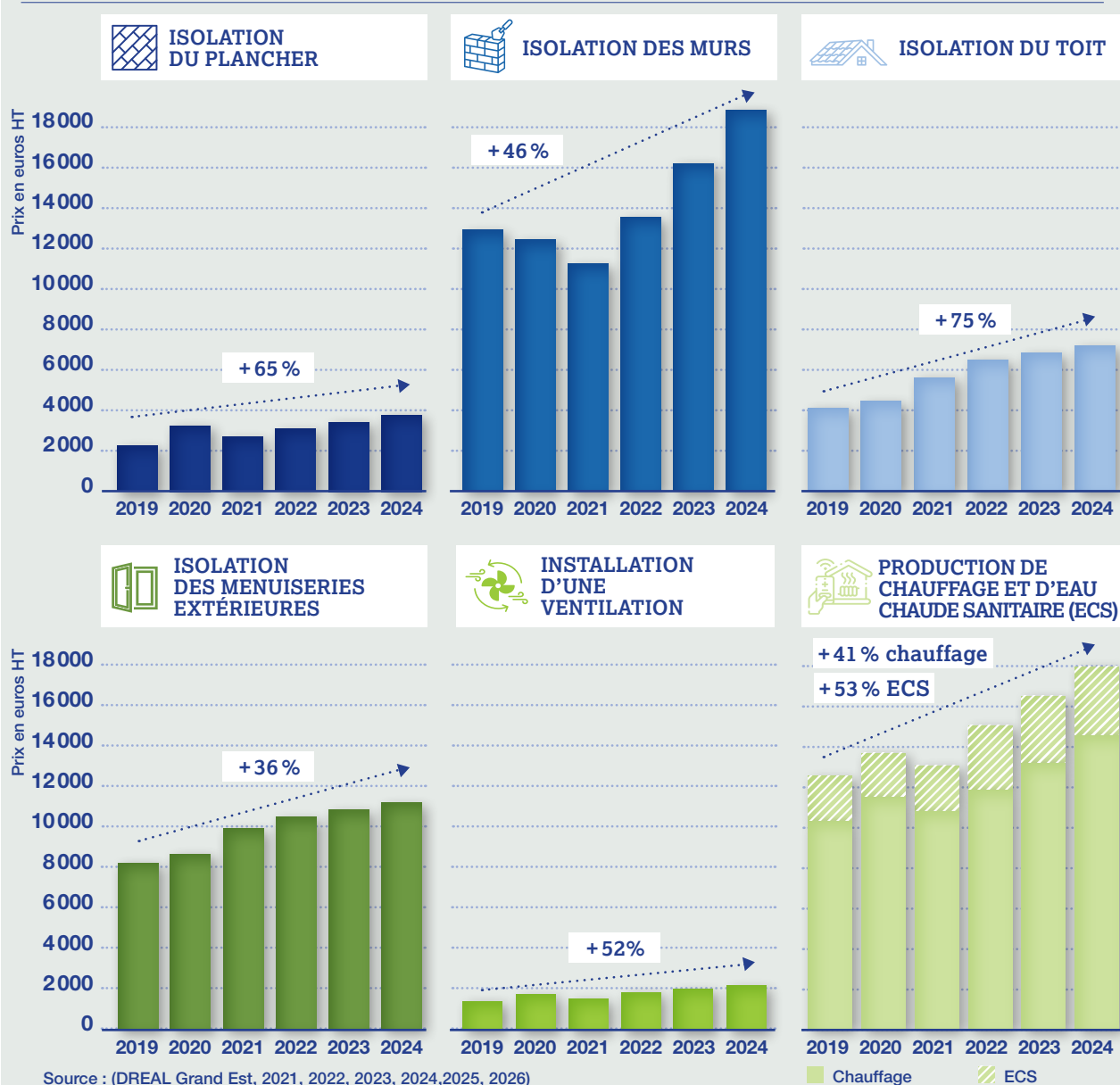
6 POSTES DE TRAVAUX	EXEMPLES DE GESTES DE TRAVAUX
 ISOLATION THERMIQUE DU PLANCHER	→ Isolation thermique en sous-face → Isolation thermique par-dessus
 ISOLATION THERMIQUE DES MURS	→ Isolation thermique par l'intérieur → Isolation thermique par l'extérieur + Choix du matériau : laines minérales, matériaux biosourcés etc.
 ISOLATION THERMIQUE DU TOIT	→ Isolation thermique des combles perdus → Isolation thermique de la toiture
 ISOLATION THERMIQUE DES MENUISERIES EXTÉRIEURES	→ Installation de fenêtres à double vitrage
 INSTALLATION D'UN SYSTÈME DE VENTILATION	→ Installation d'une ventilation à double flux
 PRODUCTION DE CHAUFFAGE ET D'EAU CHAUDE SANITAIRE	→ Installation d'une pompe à chaleur → Installation d'un poêle à bûches → Installation d'un poêle à granulés

@I4CE_

Pour chacun des postes, le prix moyen des travaux a augmenté plus rapidement que l'inflation entre 2019 et 2024. Alors que l'inflation s'est élevée à 17% sur la période, les augmentations des prix des travaux ont été comprises entre 35 et 75% selon les postes, avec des rythmes annuels différenciés (Figure 2). Ces résultats sont basés sur les données de prix moyens collectées dans l'Observatoire des coûts de la rénovation du Grand Est (DREAL Grand Est). Cet Observatoire recense annuellement depuis 2018 des données

de prix hors taxes pratiqués par les entreprises, incluant la main d'œuvre et les matériaux, pour les opérations de rénovations énergétiques aidées réalisées en très grande majorité dans des maisons individuelles dans le Grand Est. Les dernières données disponibles datent de 2024. À noter que les données de prix moyens des travaux au niveau national publiées par l'Anah ne sont disponibles qu'à partir de 2022 et ne permettaient pas un recul suffisant pour notre analyse.²

FIGURE 2 : ÉVOLUTION DES PRIX MOYENS DES TRAVAUX PAR POSTE ENTRE 2019 ET 2024 - DONNÉES GRAND EST



Source : (DREAL Grand Est, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026)

Hypothèses : Prix moyen HT des gestes par poste de travaux en euros courants, sur les travaux recensés dans les Observatoires du Grand Est des années 2019 à 2024. Les travaux annexes réalisés à l'occasion de la rénovation énergétique (travaux de peinture, d'électricité etc.) ne sont pas pris en compte dans les prix. Les prix moyens sont calculés à partir de projets de rénovations très divers en termes de nombre de postes rénovés et de caractéristiques des logements. À noter que certains mode de chauffage de l'air peuvent également produire de l'eau chaude sanitaire (chaudières, pompes à chaleur double service) et apparaissent dans les données de chauffage.

@I4CE_

2. À noter que les données de l'Anah ne sont pas directement comparables à celles des Observatoires du Grand Est. L'Anah donne des prix moyens totaux de travaux spécifiquement pour les gestes aidés, quelles que soient les surfaces isolées, le nombre de fenêtres installées etc. Dans les données du Grand Est, les prix moyens concernant les gestes de travaux sont présentés au m² d'isolant pour les gestes d'isolation, et par fenêtre installée pour les menuiseries.

Plusieurs facteurs peuvent expliquer l'augmentation du prix moyen des travaux pour chaque poste, constatée dans la Figure 2. Pour un poste donné, le prix moyen des travaux peut augmenter :

- 1 D'une part car **les ménages s'orientent vers des types de travaux ou d'équipements plus coûteux** : par exemple, les ménages installent de moins en moins de chaudières à gaz à haute performance énergétique

et de plus en plus de pompes à chaleur, qui sont nettement plus coûteuses. Nous étudions ce facteur dans la **partie III**.

- 2 Et d'autre part, car **le prix des différents gestes a augmenté** : par exemple, le prix d'achat et d'installation d'une pompe à chaleur air/eau a augmenté au cours des dernières années. Nous étudions ce facteur dans la **partie IV**.

III. LES POLITIQUES PUBLIQUES ONT AMÉLIORÉ LA PERFORMANCE DES RÉNOVATIONS, AVEC UN EFFET À LA HAUSSE SUR LES PRIX

A. Les dispositifs d'aides et la réglementation ont privilégié l'installation de pompes à chaleur efficaces, plus coûteuses que les autres modes de chauffage individuel

Les politiques publiques ont contribué à orienter les ménages vers des modes de chauffage moins émetteurs en gaz à effet de serre. D'une part, la réglementation a permis de détourner les ménages des systèmes de chauffage les plus émetteurs : l'installation de chaudières fonctionnant au fioul ou au charbon a en effet été interdite en 2022. D'autre part, les dispositifs d'aides publiques ont progressivement poussé les ménages à adopter des systèmes de chauffage plus performants et moins émetteurs en gaz à effet de serre. **Le périmètre des équipements éligibles à MaPrimeRénov' s'est réduit depuis la mise en place du dispositif.** L'installation d'une chaudière à gaz à très haute performance énergétique n'est notamment plus éligible à MaPrimeRénov' par geste depuis 2023, aux certificats d'économies d'énergie (CEE) depuis 2024, et à MaPrimeRénov' Parcours accompagné depuis 2025. À noter que depuis le 1er septembre 2026, une rénovation d'ampleur ne pourra plus bénéficier de MaPrimeRénov' Parcours accompagné si un chauffage au gaz est conservé dans le logement après les travaux. En parallèle, les montants d'aides à l'installation de pompes à chaleur air/eau (MaPrimeRénov' par geste et le Coup de pouce chauffage) sont restés plutôt stables. **De plus, au sein des pompes à chaleur subventionnées, les exi-**

gences de performance se sont renforcées. Le seuil d'efficacité énergétique saisonnière minimal pour qu'un modèle air/eau soit financé par les CEE est notamment passé de 102 %³ en 2019 à 111 %⁴ en 2026, et le seuil donnant droit aux montants d'aides maximaux a également été réhaussé de 120 % à 140 %.

En 2025, les ménages installent ainsi davantage de pompes à chaleur et nettement moins de chauffages fonctionnant aux énergies fossiles qu'auparavant. La part des pompes à chaleur parmi les systèmes de chauffage subventionnés est ainsi passée de 33 % à 44 % entre 2021 et 2025 pour MaPrimeRénov' (*Données du SDES*), et de 23 % à 84 % entre 2019 et 2025 pour le Coup de pouce chauffage. Cette tendance se confirme également à l'échelle des ventes des industriels sur le marché français : la part des chauffages au gaz et au fioul est passée de 36 % à 28 % entre 2021 et 2025, alors que celle des pompes à chaleur est passée de 60 à 69 % (*Uniclima, 2025*).

Or le prix des pompes à chaleur est bien plus élevé que celui des chaudières fossiles : trois fois plus élevé par rapport à une chaudière au gaz à condensation d'après les données pour la région Grand Est en 2024.

3. Fiche CEE BAR-TH-104

4. Fiche CEE BAR-TH-171

B. Les dispositifs d'aides ont également incité les ménages à utiliser des techniques d'isolation plus performantes et des matériaux biosourcés

Les dispositifs d'aides ont également favorisé l'isolation par l'extérieur (ITE). Cette technique est **plus efficace que l'isolation par l'intérieur (ITI)** car elle permet de traiter un plus grand nombre de ponts thermiques et limite les effets de la condensation ([Ademe 2025](#)). Alors que le crédit d'impôt à la transition énergétique (CITE) ne différenciait pas les montants d'aides en fonction de la technique d'isolation des murs, MaPrimeRénov' attribue depuis sa mise en place des montants bien plus importants pour l'ITE que pour l'ITI. La part de l'isolation par l'extérieur parmi les opérations d'isolation des murs subventionnées par MaPrimeRénov' est ainsi passée de 78 % à 84 % entre 2022 et 2025, alors que celle de l'isolation par l'intérieur diminue de 22 % à 16 % ([Données du SDES](#)). **Or isoler par l'extérieur est une technique bien plus onéreuse que d'isoler par l'intérieur.** D'après les données de la région Grand Est, en 2024, le prix moyen d'une ITE s'élevait à 163 euros HT/m² d'isolant, alors qu'une ITI coûtait en moyenne 88 euros HT/m².

Certains programmes d'aides locales ont également favorisé l'utilisation de matériaux biosourcés. Dans le Grand Est par exemple, d'où sont issues nos données de prix moyens des gestes par poste de rénovation (cf. [Figure 2](#)), une prime pour l'utilisation de matériaux biosourcés dans la rénovation énergétique cumule avec les aides de l'État est notamment disponible ([cf. site internet de l'ANIL](#)). Entre

2019 et 2024, la part des opérations réalisées avec des matériaux biosourcés est ainsi passée de 7 % à 14,6 % d'après les données du Grand Est. **Or les matériaux biosourcés sont plus coûteux en moyenne que les autres matériaux.** L'isolation des combles, des murs et du plancher avec des matériaux biosourcés coûtent en moyenne respectivement 50 euros, 29 euros et 10 euros de plus par mètre carré d'isolant qu'avec des matériaux non biosourcés, d'après les données du Grand Est de 2024.

Enfin, depuis 2021 les travaux d'isolation subventionnés par l'Anah doivent aussi inclure des dispositifs de protection contre des dégradations liées aux environnements extérieurs et intérieurs (soleil, pluie, humidité, chocs etc.) ([ANAH, 2026](#)), ce qui a pu contribuer à la hausse du prix de l'isolation.

À noter que, parmi les rénovations accompagnées par Dorémi, les ménages semblent parfois avoir partiellement compensé cette hausse du prix pour certains postes en s'orientant vers des solutions moins coûteuses pour d'autres. Par exemple, d'après les données de Dorémi, entre les périodes 2019-2021 et 2022-2025, la part d'isolation de la toiture par du « sarking »⁵, près de cinq fois plus chère que l'isolation des combles perdus, a diminué de 15 % à 9 %.

C. Jusqu'en 2025, les politiques publiques ont incité les ménages à s'orienter vers des rénovations d'ampleur

Entre 2022 et 2025, les politiques publiques ont fortement mis l'accent sur les rénovations d'ampleur, bien plus coûteuses à l'investissement que les rénovations par geste. En 2023, la possibilité de cumuler le Coup de pouce rénovation globale avec les aides MaPrimeRénov' a permis aux ménages de recevoir des montants d'aides nettement supérieurs à ceux de 2022. Le dispositif MaPrimeRénov' Parcours accompagné a ensuite été mis en place en 2024, afin de favoriser les rénovations d'ampleur de maisons individuelles. Les montants d'aides accordés ont été indexés sur la performance attendue des travaux,

avec un bonus supplémentaire en cas de sortie du statut de passoire énergétique du logement. Le montant des aides que pouvait recevoir un ménage de la classe moyenne inférieure pour la rénovation d'ampleur de sa maison a ainsi été multiplié par trois entre 2022 et 2025, passant d'environ 15 000 euros à près de 50 000 euros ([IACE, 2025](#)). **À l'inverse, les aides à la rénovation par gestes sont devenues moins avantageuses entre 2022 et 2025.** Les montants d'aides pour certains gestes de chauffage ont beaucoup diminué, tandis que certains forfaits ont été supprimés, comme les forfaits Bonus sortie de passoire éner-

5. Technique d'isolation du toit par l'extérieur consistant à poser une couche d'isolant rigide directement sur la charpente.

gétique, ou Bonus Bâtiment Basse Consommation. Les ménages aisés ont été définitivement exclus du dispositif en 2024. La liste des gestes éligibles au dispositif s'est enfin considérablement réduite en 2026, et ne concerne désormais plus que l'installation d'une pompe à chaleur ou le raccordement à un réseau de chaleur et/ou de froid.

Parmi les travaux subventionnés, le nombre de rénovations d'ampleur est ainsi passé de 65 000 à 120 000

entre 2022 et 2025, alors que le nombre de rénovations par gestes a diminué de 604 000 à 187 000.

Les aides à la rénovation d'ampleur ont toutefois fortement diminué en 2026, de près de 25 000 euros pour un ménage de la classe moyenne inférieure (*I4CE, 2025*). L'installation de pompes à chaleur a été à l'inverse avantagée, avec une hausse des montants d'aides MaPrimeRénov' et des montants du Coup de pouce chauffage.

IV. À PERFORMANCE ÉGALE, LES PRIX DES TRAVAUX ONT ÉGALEMENT AUGMENTÉ, TIRÉS PAR L'AUGMENTATION DU PRIX DES MATÉRIAUX ET DE LA MAIN D'ŒUVRE

A. Les principaux gestes de la rénovation sont devenus plus coûteux, avec les hausses les plus importantes pour les gestes d'isolation

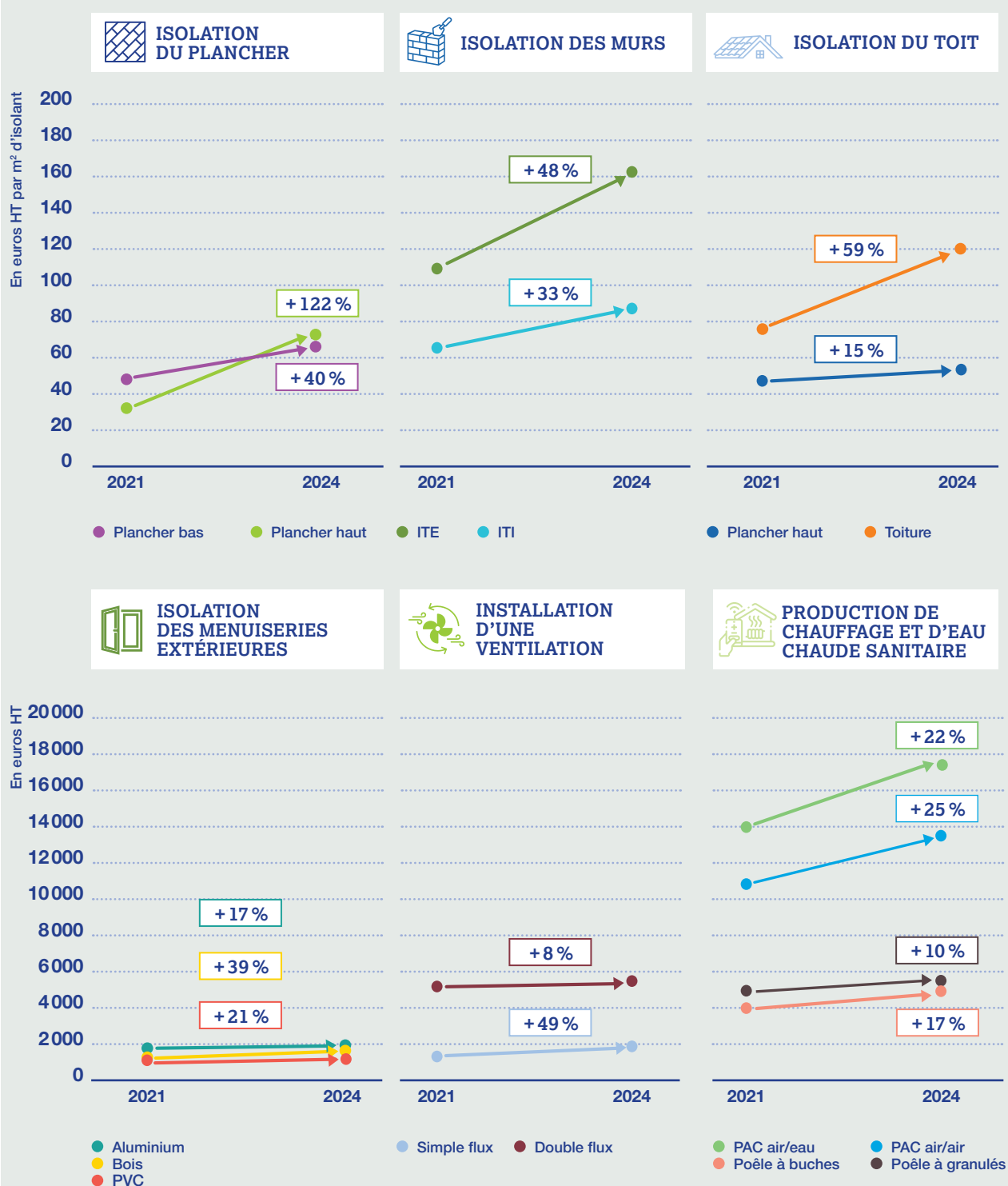
Au-delà de l'effet du mix de travaux réalisés, qui a évolué vers des gestes plus efficaces et plus coûteux (cf. partie III), le prix individuel des gestes a également augmenté au cours des dernières années.

Dans cette partie, nous analysons l'évolution du prix des principaux gestes de travaux parmi les six postes de la rénovation énergétique. Les données utilisées proviennent de l'Observatoire des coûts de la rénovation du Grand Est pour tous les travaux, à l'exception du remplacement du système de chauffage, pour lequel les données de cet

Observatoire ne sont pas détaillées. Nous utilisons donc les données annuelles de l'Observatoire des énergies renouvelables Observ'ER. Les données disponibles permettent seulement d'avoir un historique depuis 2021.

Les prix des principaux gestes de travaux au sein de chaque poste ont tous augmenté entre 2021 et 2024. Ce sont par ailleurs les prix des gestes d'isolation qui ont le plus augmenté d'après les données disponibles (Figure 3).

FIGURE 3 : ÉVOLUTION DU PRIX DES PRINCIPAUX GESTES PAR POSTE DE TRAVAUX DÉCRITS DANS LA FIGURE 1 DEPUIS 2021



Note : ITI : « Isolation des murs par l'intérieur », ITE : « Isolation des murs par l'extérieur ».

Hypothèses : Pour le remplacement des menuiseries, nous présentons ici l'évolution des prix selon le matériau utilisé pour l'encadrement des fenêtres, faute de données sur le type de vitrage.

Sources : Observ'ER (2022 et 2025) pour le chauffage, Observatoires des coûts de la rénovation du Grand Est (éditions 2022 et 2025) pour les autres postes.

@I4CE_

Dans la suite de cette partie, nous analysons deux facteurs de l'augmentation du prix des gestes de la rénovation énergétique : d'abord la hausse du prix des matériaux causée par les crises économiques et énergétiques des dernières

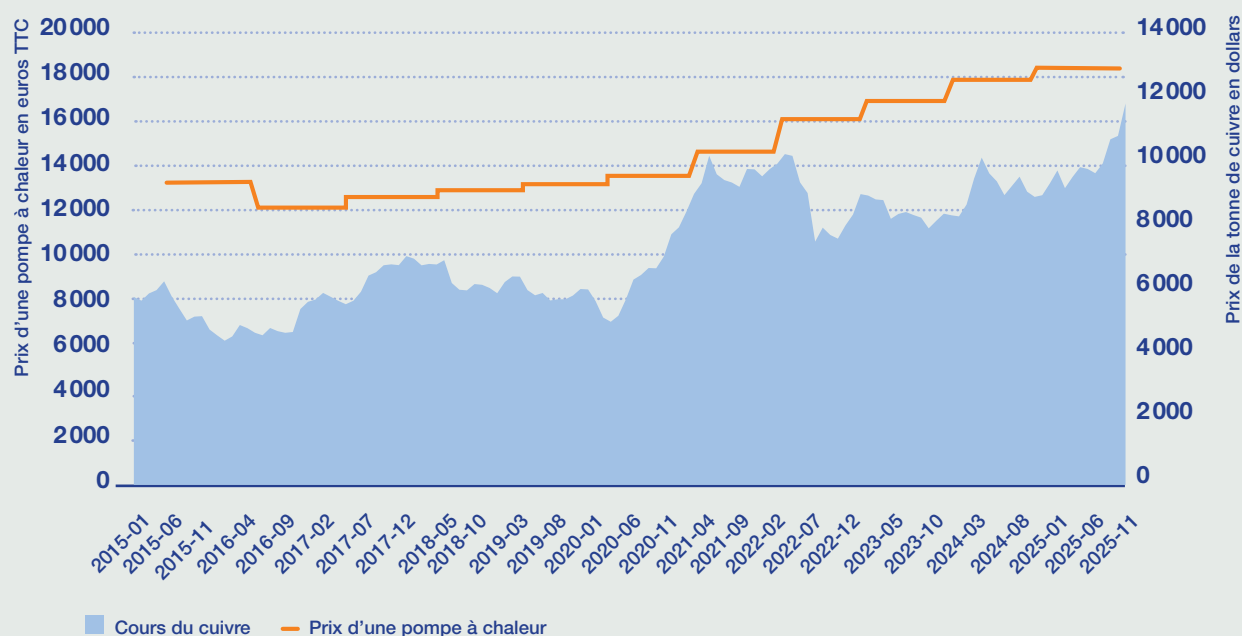
années (B) et dans une seconde mesure, la hausse du prix de la main d'œuvre, relativement limitée sur la période, mais qui pourrait s'accroître dans un contexte de tension sur l'offre d'artisans (C).

B. Les crises récentes - Covid, guerres en Ukraine et au Moyen Orient - ont eu des effets durables sur le prix des matériaux de la rénovation

Les prix des matières premières ont beaucoup augmenté au cours des dernières années. Par exemple, le prix du cuivre ou de l'aluminium a presque doublé depuis 2019⁶. Cette augmentation se répercute sur le prix des matériaux et des équipements de la rénovation énergétique. D'après les indices de l'Insee, entre 2019 et 2025, on estime par exemple une inflation des prix de production en France de 25 % pour les minéraux non-métalliques, d'où proviennent

les laines minérales isolantes, entre 20 et 25 % pour les matériaux utilisés dans les fenêtres comme le verre plat travaillé ou le PVC⁷. L'indice du coût des matériaux dans la construction de bâtiments a quant à lui augmenté de 27 % entre 2019 et 2025. À titre d'exemple, nous mettons en parallèle sur les dix dernières années l'évolution du prix d'une pompe à chaleur avec l'évolution du prix du cuivre, un de ses principaux composants⁸ dans la Figure 4.

FIGURE 4 : ÉVOLUTION DU PRIX DE LA TONNE DE CUIVRE ET D'UNE POMPE À CHALEUR



Sources : Insee, 2026 ; OBSERV'ER (2026)

Note : Le prix de la pompe à chaleur est le prix moyen TTC pour une PAC air/eau 10 à 12 kW chaque année, pose incluse. D'après, une étude de la Commission Européenne, le cuivre représente 50 % du coût des matériaux utilisés dans une pompe à chaleur. (European Commission. Joint Research Centre., 2024).

@I4CE_

6. Données de l'Insee : Cuivre - Grade A - LME (London Metal Exchange) - Au comptant - Prix en dollars par tonne ; Cours des matières premières importées - Aluminium, pureté 99,7 % - Prix d'acquisition au comptant, LME (London Metal Exchange) - Prix en dollars US par tonne.

7. Données des Indices des prix de production (IPP) de l'INSEE.

8. D'après (European Commission. Joint Research Centre., 2024), le cuivre représente 50 % du coût des matériaux utilisés dans une pompe à chaleur.

Les crises successives des dernières années - Covid, guerres en Ukraine et au Moyen-Orient – sont à l'origine de cette hausse des prix des matériaux. En 2020, la désorganisation des chaînes logistiques mondiales provoquée par la crise du Covid-19 et leur reprise très progressive ont causé des pénuries et des hausses de prix sur de nombreux matériaux (*Direction Générale du Trésor, 2025*). En 2022 puis début 2026 les crises énergétiques déclenchées par la guerre en Ukraine et la guerre au Moyen-Orient ont provoqué une hausse du coût des matériaux énergivores à produire et une augmentation des frais de transport. D'après [un sondage](#) réalisé en avril 2026 par la Confédération de l'Artisanat et des Petites Entreprises du Bâtiment (CAPEB) sur les conséquences de la guerre au Moyen-Orient, une grande majorité d'artisans du bâtiment ont ainsi affirmé être affectés par l'augmentation des prix des carburants et subir

des hausses tarifaires de leurs fournisseurs. Les stratégies de stockage chez certains fournisseurs génèrent des tensions d'approvisionnement qui alimentent la hausse des prix. Les principaux matériaux concernés sont le bois, le béton, le cuivre et les produits issus de la plasturgie et du PVC. Les artisans relèvent ainsi des variations de prix très rapides, qui rendent difficiles la réalisation de devis fiables et durables.

Ces crises économiques et énergétiques ont eu des effets durables sur les prix des matières premières et des matériaux, qui ne sont jamais revenus à leur niveau d'avant crise⁹. D'après nos échanges avec différents experts de la rénovation énergétique, les entreprises prévoient désormais une marge de précaution pour faire face au risque de futures crises.

C. La main d'œuvre de la rénovation est sujette à des tensions qui risquent de s'accroître

Le prix de la main d'œuvre de la construction a légèrement augmenté au cours des dernières années, mais moins rapidement que l'ensemble des secteurs. On estime ainsi à 13% l'augmentation du coût horaire du travail dans le domaine de la construction entre 2019 et 2025 d'après les données de l'Insee¹⁰, alors que le coût horaire du travail sur l'ensemble des secteurs a augmenté de 16%¹¹.

Il existe actuellement des tensions sur l'offre de main d'œuvre de la rénovation énergétique. En effet, si le nombre d'artisans certifiés RGE semblait suffisant au vu du nombre total de chantiers de rénovations il y a quelques années (*Cour des Comptes, 2023*), de fortes tensions peuvent parfois se faire ressentir au niveau local, d'après nos échanges avec les experts du secteur. Le secteur de la construction connaît de plus des difficultés croissantes, avec le départ de nombreux professionnels à la retraite, des difficultés à recruter parmi les jeunes, et à fidéliser la main d'œuvre dans le temps. La filière manque en effet d'attractivité du fait de conditions de travail difficiles et de la faible valorisation du métier (*CCCA BTP, 2025*). La CAPEB pointe également une difficulté des artisans à se coordonner pour intervenir en groupement sur les chantiers de rénovations performantes.

Les tensions actuelles autour de la main d'œuvre impliquée dans la rénovation énergétique risquent par

ailleurs de s'accroître à l'avenir. Le secteur de la rénovation énergétique demandera la création de nombreux emplois supplémentaires d'ici à 2030 par rapport à 2023 : entre 170 000 et 250 000 d'après France Stratégie (*France Stratégie, 2023*), 200 000 d'après les estimations de l'Ademe (*ADEME, 2023*)¹². Le nombre de jeunes professionnels sera par ailleurs insuffisant pour occuper ces nouveaux postes, ce qui impliquera de recourir à d'autres viviers de recrutements (reconversions, mobilités professionnelles etc) (*France Stratégie, 2023*). **Ces tensions croissantes pourraient ainsi contribuer à l'augmentation future du coût de la main d'œuvre.**

D'autre part, les normes réglementaires sur les rénovations, comme par exemple la labellisation RGE, peuvent également contribuer à augmenter le coût de la main d'œuvre. Elles peuvent en effet complexifier la gestion des entreprises, en particulier pour les petites structures. Ces contraintes se traduisent par une augmentation de la charge administrative, des coûts et des délais, renforçant les tensions au sein du secteur (*CCCA BTP, 2025*). L'obligation de recourir à un Accompagnateur Rénov' pour pouvoir obtenir les aides de l'Anah pour des travaux de rénovation d'ampleur, en place depuis 2024, a également fait augmenter le prix des travaux de quelques milliers d'euros. Le recours à un Accompagnateur Rénov' permet toutefois des gains de

9. Cf indices de l'Insee cités plus haut.

10. [Indice du coût du travail dans le secteur de la construction.](#)

11. [Indice du coût du travail tous secteurs](#)

12. À noter que ces estimations pourraient être amenées à être révisées pour correspondre aux nouveaux objectifs fixés par la troisième stratégie nationale bas carbone.

temps et de coordination conséquents pour les ménages, qui bénéficient d'un accompagnement technique, administratif et financier tout au long de leur projet.

Estimer l'impact de la main d'œuvre sur la hausse du prix total de la rénovation énergétique est toutefois un exercice difficile. En effet, il n'existe à l'heure actuelle aucune donnée publique récente permettant de déterminer la part que représente la main d'œuvre dans le prix d'une rénovation. Nos échanges avec les différents experts du sec-

teur mettent notamment en avant l'absence de règles harmonisées au sein de la profession pour établir des devis et factures qui permettraient de distinguer clairement la part de la main d'œuvre et des équipements dans le prix total. Les artisans constitueraient leur prix de façon plutôt empirique, en prenant en compte les prix pratiqués par leurs concurrents. D'après les experts interrogés, il semblerait également y avoir une tendance sur les devis à présenter des coûts faibles de main d'œuvre et à majorer au contraire le prix des équipements.

V. DES TRAVAUX EN COURS VISENT À ÉTUDIER L'IMPACT DES AIDES SUR LE PRIX DES RÉNOVATIONS

Plusieurs experts avec qui nous avons échangé soulignent le possible effet inflationniste des aides à la rénovation sur le prix des travaux. Entre 2022 et 2025, les montants d'aides pour les rénovations performantes ont en effet beaucoup augmenté, notamment à la suite de la mise en place du Parcours accompagné de MaPrimeRénov' en 2024. **Différentes causes pouvant alimenter un impact des aides sur les prix des rénovations** ont été identifiées, sans que l'on puisse encore déterminer le poids de chacune d'entre elles.

PLUSIEURS FACTEURS POURRAIENT THÉORIQUEMENT FAVORISER LA CAPACITÉ DES ENTREPRISES DE LA RÉNOVATION À AUGMENTER LEURS PRIX

La théorie économique identifie plusieurs facteurs pouvant favoriser la capacité des entreprises à augmenter leurs prix lorsque les aides augmentent. Tout d'abord, **une configuration de marché peu concurrentielle**, où l'offre d'artisans certifiés RGE serait tendue face à une forte demande encouragée par les aides pourrait favoriser la capacité des entreprises de la rénovation à pratiquer des prix plus élevés. De telles situations seraient susceptibles d'exister à l'échelle locale où l'offre sur certains corps de métiers de la rénovation est parfois limitée.

Ensuite, les **effets de labellisation** pourraient également jouer un rôle dans l'augmentation des prix de la rénovation. L'obligation de passer par un artisan certifié RGE pour pouvoir bénéficier des aides restreint en effet la concurrence, et pourrait permettre aux entreprises certifiées d'appliquer un premium (*Conseil d'analyse économique, 2024*).

Enfin, **les asymétries d'information entre les artisans et les ménages pourraient également mener à des hausses de prix.** Les ménages ne sont pas en mesure d'observer pleinement la qualité ni la pertinence économique des travaux réalisés, même après leur exécution. D'après la théorie économique, cette asymétrie d'information peut générer des problèmes de **discrimination tarifaire** : les artisans auraient la capacité de pratiquer des prix différents en fonction des caractéristiques des ménages, comme leur niveau de revenus ou d'aides à la rénovation (*Conseil d'analyse économique, 2024; Giraudet, 2020*).

La mise en place ou l'augmentation des aides à la rénovation pourrait donc en théorie, dans certaines configurations de marché (offre restreinte, marché peu concurrentiel, asymétries d'informations etc), **être partiellement répercutée dans les prix pratiqués par les artisans, et ainsi contribuer à une hausse de leurs marges.** L'hypothèse de l'absorption d'une partie des subventions par une hausse des prix a déjà été documentée dans d'autres secteurs, notamment pour l'impact des aides personnelles au logement sur les loyers pratiqués par les bailleurs. En revanche, **cette question reste encore très peu étudiée dans le domaine de la rénovation énergétique.**

Les aides pourraient également impacter le prix des rénovations par leur capacité à orienter les choix des ménages vers des travaux plus ou moins ambitieux. Par exemple, lorsque les aides augmentent, des projets autrefois considérés comme inaccessibles financièrement par les ménages car plus complexes et coûteux voient leur reste à charge diminuer. Les ménages s'orienteraient ainsi davantage vers ce type de projets plus ambitieux, ce qui tirerait à la hausse le prix moyen des rénovations (*cf. partie III*). À l'inverse,

les modifications fréquentes des dispositifs d'aides, ainsi que la suspension temporaire du guichet MaPrimeRénov', qui pourrait de nouveau survenir dans le futur, ont pu décourager certains ménages à faire rénover leur logement ou les faire changer d'avis sur le bouquet de travaux à entreprendre, causant des coûts supplémentaires aux artisans.

DES TRAVAUX SONT EN COURS POUR ÉTUDIER LE POTENTIEL IMPACT DES AIDES SUR LE PRIX DES RÉNOVATIONS

En France, une étude réalisée pour le compte de l'Ademe et de l'ATEE sur les Coups de pouce permettant des actions d'économie d'énergie à 1 euro conclut que différents acteurs de la filière CEE ont pu capter une part importante de la valeur du dispositif. Pour le chauffage par exemple, ce sont principalement les installateurs qui auraient capté la valeur en augmentant les prix de pose et les commissions sur les contacts commerciaux. Pour l'isolation, ce sont les intermédiaires (apporteurs d'affaire et de contacts commerciaux et gestionnaires des dossiers CEE) qui ont capté la valeur et l'ont dépensée pour l'acquisition de fichiers clients (*ATEE et ENEA Consulting, 2020 ; Cour des comptes, 2024*).

En Italie, des études consacrées au « superbonus » — un crédit d'impôt mis en place après la pandémie de Covid-19 pour soutenir les rénovations performantes — mettent en

évidence un effet inflationniste sur les coûts de construction (*Corsello and Ercolani, 2024; Huerto-Cardenas et al., 2024*). Cet effet est principalement dû à un choc massif de demande dans un secteur aux capacités contraintes. L'augmentation des prix a transité par les coûts des intrants (matériaux, énergie, équipements) ainsi que par un phénomène de *pass-through* (i.e. répercussion) des subventions publiques sur les prix du secteur de la construction. D'après les estimations réalisées par les auteurs, la moitié de l'augmentation des coûts de construction survenue entre septembre 2021 et décembre 2023 pourrait être imputable à la mise en place du superbonus.

Dans des travaux en cours sur l'installation de pompes à chaleur, l'Institut des Politiques publiques conclut qu'une partie de la subvention est captée par les installateurs, et que l'ampleur de cette part dépend d'à quel point le marché local des artisans de la rénovation est tendu, et d'à quel point la demande pour les pompes à chaleur est réactive aux prix. Ils identifient par ailleurs un phénomène de discrimination par les prix, dont les conséquences vont dans le sens opposé : les artisans pratiquent des prix plus faibles (avant subventions) pour les ménages à plus faibles revenus, qui reçoivent pourtant des subventions plus importantes. Cet effet se matérialise essentiellement lorsque les entreprises ont connaissance de la catégorie de revenus des ménages, en particulier lorsqu'elles ont la mandature sur le dossier administratif (*Dutronc-Postel et al., 2026, à paraître*).

CONCLUSION

Ce travail nous a permis d'aboutir à un premier ordre de grandeur de la hausse des prix des rénovations énergétiques : +60 % pour la rénovation globale et performante, et entre +35 et +75 % pour chaque poste de travaux entre 2019 et 2024, pour une inflation de 17 % sur la période. Nous avons identifié les principaux facteurs explicatifs de cette hausse. D'une part, **le prix moyen des rénovations a augmenté car les politiques publiques ont amélioré la performance des travaux.** La réglementation et les dispositifs d'aides ont incité les ménages à s'orienter vers des travaux plus performants et plus coûteux, par exemple vers des pompes à chaleur plutôt que vers des chaudières à gaz très performantes, ou encore vers des rénovations d'ampleur plutôt que des rénovations par gestes jusqu'en 2025. **D'autre part, à performance égale, le prix des travaux a également augmenté.** Cette hausse de prix s'explique d'abord par **l'augmentation du prix des matériaux** causée par les crises économiques et énergétiques des dernières années (Covid, conflits en Ukraine et au Moyen-Orient). **Le coût de la main d'œuvre** a également légèrement augmenté, dans un contexte de tensions croissantes sur l'offre d'artisans. Toutefois, l'augmentation totale du prix des travaux - 60 % pour la rénovation globale, et entre 35 et 75 % pour les différents postes en 2019 et 2024- ne peut pas s'expliquer entièrement par la hausse du coût des matériaux (d'environ 30 %) ou de la main d'œuvre (d'environ 13 %). **Cette part inexpliquée de la hausse pourrait être liée en partie à l'augmentation des marges des entreprises,** sans que l'on ait des données précises pour confirmer cette hypothèse. Les experts du secteur de la rénovation avec lesquels nous avons échangé mentionnent **le possible effet inflationniste des aides à la rénovation sur le prix des travaux,** dont une partie serait absorbée par les marges des entreprises. Plusieurs études académiques ont visé à quantifier cet effet, mais elles demeurent encore peu nombreuses.

Nos analyses ont été limitées par le manque de données publiques consolidées sur les prix des rénovations d'ampleur ainsi que sur les prix des travaux par poste. Les données disponibles, provenant de Dorémi et de l'Observatoire de la région Grand Est, se limitent à quelques centaines de chantiers

par an. À l'échelle nationale, les données publiées par l'Anah sur les prix moyens par geste de travaux subventionnés ne sont disponibles qu'à partir de 2022 et ne permettaient pas un recul suffisant pour notre analyse, la majeure partie de la hausse des prix des dernières années ayant eu lieu entre 2019 et 2021. À cause du manque de données, **nous n'avons pas non plus été en mesure d'estimer la part relative des différents facteurs de hausse des prix dans l'augmentation totale.**

Afin de mieux comprendre ce que les enveloppes conséquentes d'aides publiques subventionnent, **il nous semble essentiel que l'administration mette à disposition des données plus précises sur les prix des rénovations aidées, par exemple à travers un baromètre national.** Ce baromètre pourrait être porté par l'Observatoire national de la rénovation énergétique (ONRE), dont il faudrait renforcer les moyens humains. Il serait en particulier utile que les données présentent une décomposition solide des prix entre d'une part les travaux de rénovation énergétique et les travaux induits, et d'autre part entre la main d'œuvre, les matériaux et les équipements. Pour cela, l'Anah pourrait rendre obligatoire la mention de ces éléments sur les devis et factures. Les données moyennes masquent par ailleurs une forte variabilité des prix selon les situations : caractéristiques du logement, travaux induits, localisation du chantier, matériaux utilisés. Il serait également intéressant que ce baromètre rende disponibles des données croisées sur ces différents paramètres, ainsi que des informations sur la distribution des coûts.

Ces premiers résultats pourront servir de base à de futurs travaux sur la hausse de prix des rénovations énergétiques et sur les politiques publiques qui permettraient de la contenir. Dans un contexte budgétaire contraint où la marge de manœuvre sur les aides publiques est limitée, il semble d'autant plus important de limiter la hausse du prix des rénovations pour ne pas détériorer davantage la capacité des ménages à investir. Il serait ainsi intéressant de poursuivre les analyses afin d'aboutir à des recommandations pour contenir les hausses futures de prix. De précédents travaux publiés par l'ACE avaient notamment iden-

tifié la possibilité pour les collectivités locales de réaliser des achats groupés de pompes à chaleur à des prix avantageux en s'appuyant sur les espaces conseils FranceRénov'. Ces dispositifs permettraient de mettre en concurrence les ins-

tallateurs, de réduire leur temps de prospection commerciale, et de garantir un volume d'activité aux installateurs retenus (I4CE, 2026). D'autres dispositifs sont certainement à imaginer.

BIBLIOGRAPHIE

- ADEME, 2023. *Build Up Skills*.
- ANAH, 2026. *Les aides financières en 2026*. Édition Février 2026.
- ATEE et ENEA Consulting, 2020. *Impacts des opérations à reste à charge nul sur le marché des CEE*.
- CCCA BTP, 2025. *Aspirations des jeunes et besoins des entreprises*.
- Conseil d'analyse économique, 2024. *Efficacité énergétique des logements : rénover l'action publique. Les notes du conseil d'analyse économique*, no. 81, August 2024. Notes Cons. D'analyse Économique n° 81, 1–12. <https://doi.org/10.3917/ncae.081.0001>
- Corsello, F., Ercolani, V., 2024. The role of the Superbonus in the growth of Italian construction costs, *Questioni di Economia e Finanza*. Banca d'Italia, IT. <https://doi.org/10.32057/0.QEF.2024.903>
- Cour des comptes, 2024. *Les CEE : un dispositif À réformer car complexe et coûteux pour des résultats incertains*.
- Cour des Comptes, 2023. *Le soutien aux logements face aux évolutions climatiques et au vieillissement de la population*.
- Direction Générale du Trésor, 2025. Flash conjoncture - *Dans la construction, des prix dynamiques après la crise sanitaire*.
- DREAL Grand Est, *Observatoire des coûts de la rénovation* : <https://www.grand-est.developpement-durable.gouv.fr/edition-2024-de-l-observatoire-des-couts-de-la-a23592.html>.
- Dutronc-Postel, P., Fize, E., Melard, A., 2026 (Working Paper à paraître), *Incidence of means-tested subsidies to housing retrofit: Evidence from France*.
- European Commission. Joint Research Centre., 2024. *Clean Energy Technology Observatory, Heat pumps in the European Union: status report on technology development, trends, value chains and markets : 2024*. Publications Office, LU. <https://doi.org/10.2760/7205477>
- France Stratégie, 2023. *Rénovation énergétique des bâtiments : quels besoins de main-d'œuvre en 2030 ?*
- Giraudet, L.-G., 2020. *Energy efficiency as a credence good: A review of informational barriers to energy savings in the building sector*. *Energy Econ.* 87, 104698. <https://doi.org/10.1016/j.eneco.2020.104698>
- Huerto-Cardenas, H.E., Aste, N., Buzzetti, M., Del Pero, C., Leonforte, F., Miglioli, A., 2024. *Examining the role of the superbonus 110% incentive in Italy through analyses of two residential buildings*. *E3S Web Conf.* 546, 02007. <https://doi.org/10.1051/e3sconf/202454602007>
- I4CE, 2026. *Un plan d'électrification pour décarboner rapidement les bâtiments. Contribution d'I4CE au groupe de travail sur l'électrification des bâtiments*.
- I4CE, 2025. *Observatoire des conditions d'accès à la transition écologique pour les ménages, édition 2025*. <https://www.i4ce.org/publication/observatoire-conditions-acces-transition-ecologique-menages-edition-2025-climat/> (accessed 6.23.26).
- Observ'ER, 2026. *Suivi du marché 2025 des pompes à chaleur individuelles*.
- Observ'ER, 2025. *Marché 2024 des appareils domestiques de chauffage au bois*.
- Observ'ER, 2022. *Suivi du marché 2021 des appareils domestiques de chauffage au bois*.
- Uniclima, 2025. *Les équipements du génie climatique - Chiffres de la profession*.



www.i4ce.org

INSTITUTE FOR CLIMATE ECONOMICS
30 rue de Fleurus - 75006 Paris

www.i4ce.org
Contact : contact@i4ce.org

Suivez-nous sur

